

ACTION URGENTE

DES CENTAINES DE PERSONNES RISQUENT D'ÊTRE PLACÉES EN DÉTENTION ARBITRAIRE

Des dizaines de responsables politiques, de militants, de journalistes, d'universitaires et de manifestants ont été placés en détention après avoir été arrêtés sans mandat, depuis que la loi martiale a été décrétée en Thaïlande. Des centaines d'autres risquent d'être victimes d'une détention arbitraire.

Près de 250 personnes ont reçu l'ordre de se présenter aux autorités militaires thaïlandaises depuis que la loi martiale a été décrétée le 20 mai et que l'armée a annoncé le 22 mai qu'elle prenait le contrôle de l'administration du pays. Parmi ceux qui se sont déjà présentés aux autorités militaires, beaucoup ont été placés en détention, tandis que ceux qui n'obéissent pas à cette injonction sont arrêtés et poursuivis en justice. Des manifestants pacifiques réclamant le rétablissement du régime civil ont également été arrêtés.

Un certain nombre de personnes seraient détenues au secret – sans pouvoir communiquer avec des avocats, ni leurs proches et sans avoir accès aux tribunaux – dans des lieux tenus secrets, en violation du droit international relatif aux droits humains. Parmi les personnes sommées de se présenter aux autorités militaires, figurent d'éminents universitaires, des journalistes et des personnes ayant débattu publiquement du recours à la loi visant à restreindre la liberté d'expression en Thaïlande, notamment des dispositions concernant le crime de lèse-majesté.

La loi martiale confère à l'armée le pouvoir de détenir des personnes jusqu'à sept jours sans mandat, inculpation ni jugement. En outre, elle n'est pas tenue de verser des réparations aux victimes qui pâtissent d'actions illégales perpétrées par des militaires. Enfin, l'armée a donné comme instructions aux médias de ne pas rendre compte d'événements susceptibles de ternir les opérations militaires et de ne pas interviewer des personnes susceptibles de critiquer l'armée ou la situation politique actuelle.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en thaï ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à ne pas détenir des personnes uniquement parce qu'elles ont exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, notamment sur la base de leur affiliation politique ;
- demandez que toutes les personnes détenues par l'armée soient inculpées d'une infraction dûment reconnue par la loi, ou libérées immédiatement et sans condition ;
- demandez que tous les détenus puissent sans délai entrer en contact avec leurs avocats et leur famille, comparaître devant un tribunal civil indépendant afin de statuer sur la légalité de leur arrestation, et bénéficier des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- invitez les autorités à divulguer la liste des personnes placées en détention et le lieu où elles se trouvent.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 7 JUILLET 2014 À :

Chef du Conseil national pour la
paix et l'ordre (CNPO)

Gen. Prayuth Chan-ocha
Royal Thai Army Headquarters
Rachadamnoen Nok Road,
Bangkok 10200, Thaïlande
Fax : (+66-2) 226 1838
Courriel : prforeign@gmail.com

**Formule d'appel : *Dear General,*
Mon Général,**

Chef-adjoint du Conseil national
pour la paix et l'ordre (CNPO)

Thanasak Patimaprakorn
Royal Thai Army Headquarters,
Rachadamnoen Nok Road,
Bangkok 10200 Thaïlande
Fax : (+66-2) 226 1838
Courriel : prforeign@gmail.com

**Formule d'appel : *Dear General,*
Mon Général,**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Thaïlande dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES CENTAINES DE PERSONNES RISQUENT D'ÊTRE
PLACÉES EN DÉTENTION ARBITRAIRE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En tant qu'État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), la Thaïlande est légalement tenue de ne plus recourir à la détention arbitraire et de respecter et protéger la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Noms : des responsables politiques, des militants, des journalistes, des universitaires et des manifestants
Hommes et femmes

AU 139/14, ASA 39/007/2014, 26 mai 2014